

# Saint Ouen Luttes

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-même »

## A quand la chute du mur de l'argent ?

Hillary Clinton, Gordon Brown, Dimitri Medvedev, et Nicolas Sarkozy se sont précipités à Berlin pour fêter, avec Angela Merkel, les 20 ans de la chute du mur. Poutine manquait au tableau, lui qui est un exemple des réussites de cette fin du « bloc soviétique », qui l'a fait passer d'obscur lieutenant-colonel du KGB, qu'il était en 1989 en Allemagne de l'Est, au rang d'homme fort d'une Russie rentrée dans le giron du monde capitaliste. Ce mur, construit pour arrêter l'hémorragie de ceux qui quittaient l'Est pour l'Ouest, où le niveau de vie était nettement plus élevé, faisait de ce demi pays qui n'avait de communiste que le nom et où toute opposition politique était réprimée, une prison pour les peuples. La frontière entre les deux Europe, dont le mur de Berlin n'était qu'un maillon, était une monstruosité. Mais les grandes puissances qui en fêtent la fin, ne sont-elles pas celles qui avaient décidé, d'un commun accord à l'issue de la guerre mondiale, de couper l'Europe en deux ?

La fin du bloc de l'Est a surtout été une fête pour les financiers de Wall Street (la « Rue du mur »... et de l'argent), des bourses de Paris, Londres ou Tokyo qui peuvent faire valser leurs capitaux d'un bout à l'autre de la planète, exploiter la main d'œuvre en Roumanie, Russie ou Chine. Mais elle a plus facilité la libre circulation des marchandises et des capitaux que celle des peuples.

730 kilomètres de mur ont été érigés par le gouvernement d'Israël pour séparer les ghettos de misère où il cantonne la population palestinienne, des colonies israéliennes implantées en Cisjordanie. Un mur dont, vendredi dernier, les habitants du petit village palestinien de Nilin ont symboliquement abattu un pan.

Et c'est un rideau de fer de 1 200 kilomètres de long, longé par un no man's land bardé de dispositifs électroniques, que construisent les Etats-Unis à la frontière du Mexique pour empêcher l'immigration clandestine. Le mur de Berlin a fait 137 morts entre 1961 et 1989. Mais plus de 5 000 émigrants sont morts en tentant de passer du Mexique aux USA au cours de 15 dernières années.

Les gouvernements de France, d'Angleterre, d'Espagne, d'Italie n'ont pas besoin de murs pour faire la chasse aux immigrés venus des pays du sud. Pas plus tard que le 25 septembre dernier, une petite embarcation, avec 60 émigrants de Guinée et du Sénégal, a chaviré, entre le Maroc et l'Espagne. Les 11 survivants ont été aussitôt réexpédiés en Afrique. Sarkozy et Brown organisent en commun des charters pour renvoyer des émigrés afghans vers leur pays d'origine, là où la France, l'Angleterre et les USA, entretiennent une guerre sanglante.

Murs, barbelés, chasses à l'homme n'empêchent pas des millions de femmes et d'hommes, quittant les pays où les grandes puissances et leurs trusts entretiennent la misère, d'affluer au risque de leur vie vers les pays riches pour y trouver de quoi faire survivre leurs familles. Les patrons ici sont contents de pouvoir les sous-payer parce que sans droits. Jusqu'à ce que ceux-ci, travailleurs comme nous tous, se rebiffent collectivement pour imposer leurs droits, comme les 5 000 travailleurs sans papiers actuellement en grève en région parisienne.

Pour en finir avec ces barrières que les gouvernements érigent un peu partout dans le monde pour protéger les possédants de la misère qu'eux même engendrent, il faudra en finir avec les banques, les grands trusts qui dominent le monde. C'est le mur qui sépare les riches et les pauvres, les exploités des exploités qu'il faudra faire sauter.

11 novembre 2009

## Il faut s'en prendre aux causes et pas seulement aux effets

Le 19 septembre, deux hommes de 25 et 29 ans sont morts à la suite d'une fusillade, en plein après-midi, dans le quartier Arago, à Saint-Ouen. Le 13 juillet, c'est un autre habitant de la ville, âgé de 20 ans qui recevait une balle mortelle à la tête, au Vieux Saint-Ouen.

Selon la municipalité, il y aurait des zones de non-droit, des quartiers où disparaissent les services publics, les commerces, les associations. Puisque l'Etat et les institutions laissent la place, on assisterait selon la maire Jacqueline Rouillon « au développement de la pratique mafieuse pour le contrôle des stupéfiants sur la ville ».

Avec 20 pour cent de chômage sur Saint-Ouen, pour des jeunes sans emploi, sans formation, sans la perspective de lendemains meilleurs, le commerce illégal est évidemment un créneau qui semble accessible, empreint de risques, mais qui amène rapidement de l'argent. Ce système parallèle fonctionne comme son modèle capitaliste, individualiste et inégal : on se regroupe en fonction de l'intérêt commun de faire du profit, la hiérarchie régule les rapports entre les gens, on fait la guerre si les rapports de force sont menacés. Quand on fait des affaires, on se doit de les protéger. Les dealers sont équipés d'armes éliminer la concurrence dangereuse et les entraves au commerce. De même, l'Etat par la police et les réformes économiques protège les patrons. Même lorsqu'il ne s'agit pas

directement de drogue, la situation de crise rend les rapports entre les gens de plus en plus tendus dans les cités et les incidents entre individus ou bandes peuvent facilement dégénérer avec de graves conséquences.

On est loin de Scarface, mais le sang est bien là.

La maire a immédiatement sollicité le ministre Hortefeux afin qu'il débloque des moyens policiers en nombre. Cela peut rassurer pour un temps certains habitants mais ça ne changera pas les problèmes sociaux à la source des drames. Le choix de la répression ne peut pas être efficace sur le long terme.

Églantine



Rassemblement contre la violence à St-Ouen

Photo : Daniel MAUNORY

## USA : les travailleurs de Ford relèvent la tête

Le vote est terminé et les travailleurs ont rejeté les nouvelles concessions demandées par Ford et mises en avant par l'UAW (le syndicat automobile). C'est la première fois depuis 1982 qu'un contrat proposé à l'échelle nationale par l'UAW est repoussé. Le "non" a été massif : 22952 NON contre 7816 OUI. Dans certaines des plus grandes usines, la proportion du "non" a même dépassé 90% (à Kansas City et une usine de Détroit).

Les travailleurs de Ford ont dû faire face aux dirigeants de l'UAW qui a essayé de forcer le passage du contrat, en brandissant des menaces de fermetures d'usines. Les dirigeants et la presse ont répété que si les concessions ne passaient pas, Ford serait criblé de dettes en 2011 et serait forcé de licencier. Ce contrat, qui devait être mis en place jusqu'en 2015, avait entre autres pour but d'interdire les grèves visant des augmentations de salaires, de geler les salaires des nouveaux engagés (dont le salaire avait déjà été réduit de moitié). Bref, il était équivalent à un gel de salaires pour 6 ans. Les nouveaux employés, avec leur salaire réduit, ne peuvent déjà plus se payer les voitures qu'ils produisent ! Après les concessions acceptées au mois de mars qui ont réduit les salaires et augmenté le temps de travail de 40 heures par an, les Ford ont dit "trop c'est trop". De 2000 à 2009, Ford licenciait 59 000 travailleurs. Ils savaient que

seul le droit d'utiliser la grève pouvait forcer l'entreprise à tenir ses engagements. Lorsque le vice président de l'UAW est venu faire un discours en faveur des concessions dans une usine Ford de la région de Détroit, la direction a arrêté les chaînes pour que les travailleurs assistent à son discours. Mais les ouvriers lui ont cloué le bec en scandant "non, non" avant même qu'il ne prenne la parole. Des T-shirt, des pin's, des tracts de protestation ont circulé d'usine en usine.

Alors qu'il prétendait être criblé de dettes, juste après le vote, Ford annonçait un bénéfice de 1 milliard de dollars au 3e trimestre et investissait 500 millions dans une usine en Chine.

Ce vote du "non" à 3 contre 1 montre un ras le bol ainsi qu'une détermination des Ford qui ont dû trouver les moyens de communiquer à travers 40 usines réparties dans tout le pays, pour organiser leur résistance. Les concessions avaient été présentées comme nécessaires pour revenir à l'équilibre avec General Motors et Chrysler qui avaient déjà obtenu ces mêmes concessions. Après le "non", c'est maintenant aux travailleurs de GM et Chrysler de rétablir l'équilibre mais dans l'autre sens avec Ford. La combativité des travailleurs de Ford a été vive aux USA. Elle trace la voie à suivre.

Sam

## Quelles perspectives pour les jeunes ?

Il est bien fini le temps où l'on pouvait dire aux jeunes qui n'aiment pas l'école ou ne réussissent pas leur études : « Tu n'as qu'à aller travailler ». Avec un taux de chômage très important, notamment chez les jeunes, les perspectives sont bien sombres. Et pour ceux qui pensent que l'école peut leur offrir un avenir meilleur, ils risquent de déchanter vu les attaques contre l'enseignement et la formation qui se multiplient, de la maternelle à l'université.

Le gouvernement affiche sa volonté de supprimer les écoles maternelles pour les remplacer par des crèches, sortent de « jardins d'enfants » comme en Allemagne. Seules les familles riches ou ayant la chance d'habiter dans une municipalité prenant en charge les tout petits pourront scolariser leurs enfants dès trois ans. Pourtant ces premières années de scolarité sont primordiales car elles posent les bases indispensables pour une future réussite scolaire.

A l'école primaire, on assiste à la quasi suppression des RASED, ces structures qui prennent en charge les élèves en difficultés sociales et scolaires. Et avec la mise en place des remplaçants sur des postes à l'année, lorsqu'un instituteur sera absent sur une courte période, il ne sera pas remplacé.

Dans les collèges et les lycées, les postes d'enseignants diminuent alors que les exigences augmentent et qu'on demande aux profs d'assurer de plus en plus de tâches, tel du soutien scolaire.

Dans de nombreux collèges et lycées, les classes sont surchargées et il manque des enseignants pour assurer des cours, notamment en langues et en matières artistiques. De plus, depuis la rentrée, le nombre d'élèves sans lycée se compte par milliers.

Au niveau de l'enseignement professionnel, la suppression des BEP laisse la formation aux seuls CFA, c'est à dire au patronat qui veut former une main d'œuvre bon marché et peu critique. Surtout, les formations vont se faire au gré de la conjoncture économique et de la situation locale.

A l'université, c'est la voie de la privatisation qui s'ouvre avec une augmentation considérable des frais d'inscription. L'autonomie des universités ne fera qu'augmenter les différences entre les établissements. Un diplôme n'aura pas la même valeur d'une université à l'autre.

Les attaques incessantes contre la formation vont conduire les jeunes prolétaires vers le chômage. C'est aux jeunes et à tous les travailleurs de se mobiliser afin de donner aux jeunes des perspectives d'avenir.

**Thierry**

## — Les biffins se rebiffent —

« Les biffins se rebiffent », c'est ce qu'affirme la banderole tendue Porte Montmartre, ce samedi 31 octobre. Suivi de deux autres slogans : « Non à la répression » et « Oui aux sans place ». Une pétition est proposée à la signature, et un tract invite à un rassemblement le lundi 2 novembre à 18 h, jour du Conseil municipal.

Le problème est simple et chiffré. La Mairie du 18e a décidé de réglementer les « Pucés sauvages ». Elle a fait tracer une centaine d'emplacements sous le périphérique, et enregistrer les volontaires contre une cotisation annuelle de 5 euros. Sauf qu'il y a plus de 600 vendeurs. Et que l'étau se resserre aussi du côté de Bagnolet, Montreuil et Vanves.

Alors, nos chiffonniers – c'est leur vrai nom – se tournent aussi vers la Mairie de Saint-Ouen. C'est le monde à l'envers. Paris essaie d'organiser la misère, pendant que Saint-Ouen cultive son image de brocante de luxe et de Pucés classées. Paris essaie de dépasser le tout répression, les flics mettant à la benne jusqu'aux affaires personnelles parfois, tandis que Saint-Ouen fait dans la police municipale et la « présence massive et permanente » des forces de l'ordre. Des Audoniens habitués du lieu ont créé un « Comité de défense des Pucés populaires ». Ils ont repéré différents lieux qui pourraient faire le bonheur des biffins, tel ce terrain en friche depuis des années entre la rue Charles Schmidt et la rue Edouard Vaillant. Car les

## Ile des Vannes : la grève !

Mardi 20 octobre. Les gardiens de l'Ile des Vannes sont en grève. Ils bloquent l'accès au Centre de Sports et de Loisirs », et expliquent à qui veut bien les entendre leurs revendications.

### Les horaires de travail

Deux sont logés sur place, à l'entrée du Centre. Ils travaillent 6 jours sur 7, à raison de 8 h par jour, soit 48 h par semaine. Il y a 3 ans, c'était encore 54 h (9 h par jour). « Depuis plus de 6 ans que je suis là, jamais de week-end. Et quand on est en vacances, on nous demande de revenir... pour le week-end ». « On nous dit que le logement compense les heures supplémentaires, mais on a fait le calcul, ça nous fait un loyer de près de 700 euros ; et encore, on n'a pas compté les majorations pour les heures de nuit ». Les trois qui ne sont pas logés font 7 h 15 par jour, de lundi au vendredi. Et quand ils sont de week-end (2 et souvent 3 week-ends par mois), ils sont de repos en semaine. Mais le samedi et le dimanche, c'est deux fois 10 h au lieu de 7 h 15.

Pour tous, le « cycle de travail » est à revoir.

### Les conditions de travail

Assurer 7 jours sur 7 à cinq, ça veut dire qu'on est très souvent seul. Sur un domaine de 7 hectares, ouvert à tous : joggers, pêcheurs à la ligne... « La sécurité, ce serait d'être toujours au moins deux. Quand on ferme à 22 h ou 22 h 30, quelle sécurité on a, quand on est tout seul, s'il vous arrive quelque chose ? » « Tous les jours, il y a des incidents : une voiture qui brûle, des gars qui viennent tuer leurs deux pitbulls à coups de bâton pour les enterrer sur place, une dizaine de jeunes qui viennent à la piscine en pleine nuit en pénétrant par effraction ; il y a 8 jours, une balle de 9 mm dans la jambe d'un boxeur qui sortait de son entraînement !

Notre hiérarchie ne se tient même pas au courant de tout ça. »

### La reconnaissance

« On n'est pas reconnus », « On n'est rien pour eux ». C'est ce constat qui est au cœur de la grève. Car ces problèmes et autres revendications ont été posés il y a des mois, voire des années :

- L'attribution de la nouvelle bonification indiciaire,
- Une formation premier secours, etc.

Une réunion sur tous ces problèmes avait eu lieu il y a un an et demi, le 30 mai 2008. Depuis, rien.

A part le problème d'infiltration d'eau dans l'appartement, tout de même !

Alors, une réunion est prévue ce mercredi 21 octobre. Mais les grévistes n'attendent pas 2010 ou 2011 pour constater que rien n'a changé.

« Cette fois, on ne les lâchera pas ! »

**Loïc**

## CPCU :

## Les sans papiers en grève

Depuis le 12 octobre dernier, plus de 2000 travailleurs se sont à nouveau mis en grève, pour demander leur régularisation, soutenus par plusieurs syndicats et associations. Malgré les régularisations qui ont déjà eu lieu, chaque préfecture conserve en effet une grande marge d'appréciation, et de nombreux dossiers déposés avaient été refusés de manière arbitraire.

La reprise des grèves a pour but, non seulement d'obtenir des papiers pour les salariés actuellement en grève mais aussi d'obtenir des critères précis pour la régularisation par le travail.

A Saint Ouen, six salariés sans papiers se sont mis en grève et ont occupé leur lieu de travail à la CPCU (chauffage urbain) le 14 octobre dernier, avec le soutien des militants syndicaux du site. Tous les six étaient employés par la société d'intérim MTI, mais travaillaient pourtant de manière continue pour la CPCU, ce qui est interdit par le code du travail, car le recours à l'intérim doit correspondre à un besoin exceptionnel pour l'employeur. Cela n'était pas le cas, mais la CPCU devait trouver son compte dans l'emploi de ces salariés intermédiaires, qui devaient accepter des conditions de travail déplorables : chaleur extrême, une seule paire de gants par semaine et souvent un manque de masques...

L'ancienneté sur le site et le nombre de missions successives des salariés aurait pu permettre de demander une requalification de leur contrat en CDI, par le donneur d'ordre, c'est à dire la société qui fait appel à l'interim, donc la CPCU.

En moins d'une journée, le patron de MTI a réagi et s'est engagé à effectuer les démarches nécessaires en vue de la régularisation. C'est une victoire pour les six salariés, et le mouvement continue pour la régularisation de tous les sans papiers.

**Paul**

## Marche internationale pour la Liberté de Gaza

Le Comité Saint-Ouen Solidarité Palestine appelle à La "Marche internationale pour la Liberté de Gaza" ; cette initiative, née aux Etats-Unis voici 3 mois a été reprise en France par le Capjpo-Europalentine pour dire NON AU BLOCUS DE GAZA !

Elle débutera le 27 décembre 2009, un an jour pour jour après le début des bombardements israéliens à la sortie des écoles de la bande de Gaza, afin d'exprimer notre refus de ce siège, qui affame 1,5 million de personnes depuis plus de trois ans.

Il s'agit de suivre l'exemple des équipages des navires qui ont défié l'armée israélienne pour briser le blocus de Gaza. L'objectif est de se retrouver tous à la frontière de Rafah (Egypte) et de marcher dans Gaza le 1er janvier 2010 pour apporter notre soutien à la population de Gaza.


**Y.K**

<http://biffins.canalblog.com>



Photo : Sophie Garcia

Les biffins exigent d'être reçus au Conseil municipal



**Saint-Ouen Lutttes**, animé par des communistes révolutionnaires, des anarcho-syndicalistes, des membres d'associations de chômeurs, de quartiers, entend dénoncer la société capitaliste et ses défenseurs de droite, d'extrême droite, de gauche, plurielle ou pas. Considérant que le capitalisme est un frein au développement de l'humanité, nous sommes convaincus que seuls les travailleurs ont la capacité et la force de changer cette société, non par les élections, mais par leurs propres luttes. Les colonnes de cette feuille sont ouvertes à tous ceux et à toutes celles qui se retrouvent dans cette démarche.

Vous souhaitez lire SOL régulièrement : envoyez-nous votre mél pour être informé de sa mise sur le Web à [saintouenlutttes@free.fr](mailto:saintouenlutttes@free.fr) ou consultez le site <http://saintouenlutttes.free>. Pour nous écrire : SOL, 1 bis rue Godillot 93400 SAINT-OUEN. SOL est aussi disponible à la librairie Folie d'Encre, 53 avenue Gabriel Péri à Saint-Ouen.